



La Roche, le 7 octobre 2025

Pourquoi nous ne siégeons pas au CSAL du 7 octobre !

Ce mardi 7 octobre est convoqué un Comité Social d'Administration Local.

Le climat d'instabilité politique entretenu par la poursuite de politiques d'austérité massivement rejetées par la population et par les fonctionnaires se poursuit même si les orientations budgétaires présentées par le dernier gouvernement le 15 juillet ont précipité sa chute.

Pour rappel, elles cumulaient régressions sociales et attaques contre le monde du travail, les retraités et les malades. Concrètement, cela signifiait deux jours fériés supprimés, des milliers d'emplois publics sacrifiés, le gel des rémunérations des agents publics, des retraites et des prestations sociales, le doublement des franchises médicales et la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés...

Le nouveau premier ministre Sébastien Lecornu - à son tour démissionnaire - a refusé de répondre aux exigences de l'intersyndicale et notamment l'abandon des orientations budgétaires régressives, davantage de justice fiscale, des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics partout sur le territoire, l'abandon de la réforme des retraites.

Dans l'attente de la désignation d'un énième nouveau gouvernement qui aura forcément des conséquences sur Bercy et la DGFIP, Solidaires Finances Publiques 85, F.O.-DGFIP 85 et CGT Finances Publiques 85 ont choisi de ne pas siéger à ce CSAL.

Des centaines de milliers de personnes dont des personnels de la DGFIP ont exprimé leur colère et manifesté leur mécontentement et leur désaccord avec cette politique et ces choix budgétaires, pour plus de justice sociale, fiscale et environnementale les 10, 18 septembre et 2 octobre.

Face au mécontentement de la rue, le gouvernement a déjà dû abandonner son projet de supprimer deux jours fériés et a suspendu les décrets de doublement des franchises médicales.

Il est urgent que La DGFIP entende enfin ses personnels, ils ne peuvent constamment payer le prix de leur exemplarité.

- Nous exigeons la reconnaissance de l'importance de toutes les missions de la DGFIP.
- Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois.
- Nous nous opposons à toute baisse des budgets qui impacte la vie professionnelle des personnels.
- Nous refusons que les crédits de personnels redeviennent la variable d'ajustement pour résorber les déficits publics alors que les dizaines de milliers d'emplois supprimés depuis sa création privent la DGFIP des moyens nécessaires à l'exercice quotidien de ses missions et dégradent continûment les conditions de travail de ses personnels.

Solidaires Finances Publiques 85, F.O.-DGFIP 85 et CGT Finances Publiques 85 demandent à la directrice générale de répondre aux inquiétudes des personnels de la DGFIP.